c'est de n'user de ces punitions qu'avec beaucoup de prudence et en dernier ressort, c'est-à-dire, après avoir épuisé en vain tous les autres moyens de persuasion, et, autant que possible, avec l'assentiment des parents.

M. A.-D. Lacroix a ensuite la parole. La question qui nous occupe, dit-il, n'est pas une nouveauté. Depuis longtemps elle intéresse les gouvernements et la gent pédagogique.

A l'encontre de mon confrère, M. Brisebois, je me prononcerai en faveur des punitions corporelles. Voici pourquoi :

“ Une maison d'éducation ne vit, ne subsiste que par la loi, le règlement ; parce que la loi, le règlement, c'est l'ordre ; et dans l'éducation, comme ailleurs, l'ordre c'est la force et la vie. ”

Cette loi, ce règlement, il lui faut une sanction, et cette sanction où la prendre, sinon dans le recours au châtement corporel si, après les conseils paternels, les encouragements réitérés, l'enfant reste encore revêché.

M. Lacroix développe ensuite les deux propositions suivantes : “ Il faut le châtement corporel pour rendre justice aux bons élèves ; il faut le châtement corporel pour rendre justice aux mauvais élèves eux-mêmes ”..... Sans doute que dans nombre de pays, l'on a aboli les punitions corporelles dans les écoles. Mais d'autres règlements coercitifs viennent à la rescousse de l'ordre et vengent l'autorité.

En France, l'élève récalcitrant est passible d'un renvoi temporaire de 3 jours, et malheur au bambin, s'il est vu en dehors du toit paternel pendant les heures de classe.

Il en est ainsi chez nos voisins les Américains. L'enfant congédié se trouve dans la pénible nécessité ou de croupir dans l'ignorance et la paresse, — aucun patron ne pouvant lui donner de l'emploi avant l'âge requis pour la sortie de l'école ; — ou de prendre un précepteur privé, — ce qui n'est pas à la portée de toutes les bourses ; — et de ne point être vu sur la rue pendant les heures de classe, — ce qui n'est pas des plus faciles au turbulent.....

En Angleterre, l'on tend à généraliser encore plus les punitions corporelles dans les écoles. En vain criera-t-on : A bas les punitions corporelles, si l'on ne peut fournir une panacée qui nous en dispense.

Prétextera-t-on brutalité de la part du maître, suivre le règlement adopté par le “ Boston School Board ” et plus tard par MM. les Commissaires de Montréal :

“ Les punitions corporelles ne seront infligées que par le Principal de chaque école ”..... L'élève est protégé tout en sauvegardant l'autorité.

M. le Président résume ensuite les débats :

La discussion à laquelle nous venons d'assister m'a vivement intéressé. D'un côté les promoteurs de la suppression des punitions corporelles ont pour eux le témoignage du grand Fénelon : “ Les tortures que l'on inflige au corps, loin d'améliorer le caractère, ne font souvent que rendre l'enfant plus opiniâtre, ou que briser en lui toute individualité. ”

De plus, la pédagogie estime que la discipline doit être fondée sur l'autorité morale du maître, et non sur la crainte des châtements corporels. Dans mon expérience de 30 années, j'ai rarement constaté que les châtements corporels aient effectivement corrigé un élève.

D'un autre côté, quoique l'on prenne plus de mouches “ avec quelques rayons de miel qu'avec plusieurs litres de fiel, ” pour se servir de l'expression du bon St-François de Sales, il ne faut cependant pas perdre de vue que la discipline et l'autorité doivent être respectées.